

Quel est le rôle de l'Etat dans la régulation économique ?

- Identifier les principales politiques économiques et leurs outils
- Repérer l'impact des politiques sur l'environnement de l'entreprise
- Le rôle de l'Etat (allocation, redistribution, régulation)
- La croissance économique
- L'existence de déséquilibres : inflation, chômage
- Les politiques économiques et leurs finalités
- Les politiques conjoncturelles et politiques structurelles
- Les limites de l'intervention de l'Etat dans un contexte d'internationalisation de l'économie
- Les principes de la régulation supranationale dans le cadre européen

LE ROLE DE L'ETAT EN ECONOMIE

<https://www.youtube.com/watch?v=PT4jv0Tef34>

POLITIQUE ECONOMIQUE

<https://www.youtube.com/watch?v=vbfHMD04RGU>

POLITIQUES STRUCTURELLE ET CONJONCTURELLE

<https://www.youtube.com/watch?v=huRo5Lsgd9E>

POLITIQUE MONETAIRE

<https://www.youtube.com/watch?v=11e-6CbYOl8>

POLITIQUE BUDGETAIRE

<https://www.youtube.com/watch?v=MaXjsYE2hyY>

POLITIQUES DE RELANCE ET D'AUSTERITE

<https://www.youtube.com/watch?v=rgiUVuzGxe0>

LA DETTE PUBLIQUE

<https://media.lesechos.fr/infographie/explosion-dette-publique/>

1. Quelles sont les visions du rôle de l'Etat en économie ?
2. Qu'est-ce qu'une politique économique et quels sont ses 4 principaux objectifs ?
3. Réalisez le carré magique de l'économie française pour l'année 2022.
4. Distinguez la politique structurelle de la politique conjoncturelle.
5. Qui mène la politique monétaire ?
6. Expliquez l'objectif et l'outil principal de la politique monétaire.
7. En quoi consiste la politique budgétaire ?
8. Distinguez la politique de relance de la politique d'austérité.
9. Comment a évolué la dette publique de la France ces dernières années ?
10. Commentez l'évolution du taux de prélèvement obligatoire en France et le solde des finances publiques.
11. Commentez la position de la BCE au 27 novembre 2023.
12. Envisagez les conséquences de la politique monétaire actuelle sur les entreprises.
13. Envisagez les conséquences de la politique budgétaire pour les entreprises.

Zone euro : le combat contre l'inflation n'est pas fini, martèle Christine Lagarde (BCE)

La Banque centrale européenne doit encore poursuivre sa lutte contre la hausse des prix à la consommation, a réitéré ce lundi sa présidente. Christine Lagarde a profité de cette prise de parole pour répéter le mantra actuel de l'institution, selon lequel le maintien de taux élevés pendant « suffisamment longtemps » aidera à restaurer la stabilité des prix. En effet, si l'inflation amorce une légère baisse, l'instabilité de la situation géopolitique au Proche-Orient, notamment, pourrait peser ses prochains mois.

latribune.fr ; 27/11/2023



La semaine dernière déjà, Christine Lagarde prévenait qu'il n'était « pas encore temps de crier victoire » au sujet de l'inflation. (Crédits :

LOUIZA
VRADI)

La Banque centrale européenne (BCE) a-t-elle crié victoire trop vite ? Après

avoir affirmé être sur le chemin d'un reflux certain de l'inflation, la patronne de l'institution vient brider son optimisme d'antan. Si Christine Lagarde a assuré ce lundi s'attendre à ce que les pressions inflationnistes continuent de s'atténuer, la Française a jugé que les perspectives à moyen terme étaient entourées d'une « *incertitude considérable* ».

« *Ce n'est pas le moment de commencer à déclarer victoire* », a-t-elle lancé, lors d'un discours à la commission des Affaires économiques et monétaires du Parlement européen.

« *Nous devons rester attentifs aux différentes forces affectant l'inflation et fermement concentrés sur notre mandat de stabilité des prix* », a-t-elle ajouté.

Des propos que la présidente de l'institution monétaire a déjà tenus la semaine dernière. Elle avait alors prévenu qu'il n'était « *pas encore temps de crier victoire* ». Et ce, même si la hausse générale des prix s'est affichée à +2,9% dans la zone euro en octobre, bien loin du pic supérieur à +10% observé à la même période l'an dernier. Les pays partageant la monnaie unique ont en effet pu compter sur une rechute des prix de l'énergie, et une accalmie sur les prix des denrées alimentaires et d'autres biens, voire des services.

Des taux élevés « *suffisamment longtemps* »

La croissance des salaires reste toutefois élevée et les perspectives très incertaines. Notamment concernant l'évolution de la situation au Proche-Orient. Le conflit opposant Israël et le Hamas pourrait « *entraîner des chocs liés à l'offre d'énergie* », avec « *des conséquences négatives à la fois sur la croissance et sur l'inflation à l'échelle mondiale* ». En clair, la BCE doit poursuivre sa lutte contre la hausse des prix, a appuyé Christine Lagarde ce lundi.

Depuis juillet 2022, pour tenter de juguler une inflation galopante, la BCE s'est lancée dans une politique de resserrement monétaire. Elle a progressivement relevé ses taux directeurs, à raison de dix hausses successives, les établissant dans une fourchette entre 4% et 4,75%.

Le principal taux directeur rémunérant les dépôts, référence pour le crédit en zone euro, a ainsi été porté à son niveau historiquement haut de 4%. L'institution monétaire a par la suite opté pour une pause lors de sa dernière réunion d'octobre, sans pour autant baisser ses taux. Car des taux élevés entraînent des taux d'intérêt eux aussi élevés qui, couplés à l'affaiblissement de la croissance économique et au ralentissement du marché du travail, vont aider à ramener l'inflation à l'objectif de 2%, a assuré Christine Lagarde.

Ce lundi, la présidente de la BCE a profité de cette prise de parole pour répéter le mantra actuel de son institution, selon lequel le maintien de taux élevés pendant « *suffisamment longtemps* » aidera à restaurer la stabilité des prix.

Désaccord sur la marche à suivre

Reste que les marchés ont commencé à anticiper une première baisse de taux l'an prochain, dès avril ou juin. Et, au sein même de la BCE, des hauts responsables ont porté cette voix. Le gouverneur de la Banque de France François Villeroy de Galhau,

a affirmé, le 9 novembre dernier, que « nous sommes en train de gagner la bataille contre l'inflation et sauf surprise, sauf choc, la hausse de nos taux directeurs, c'est fini ».

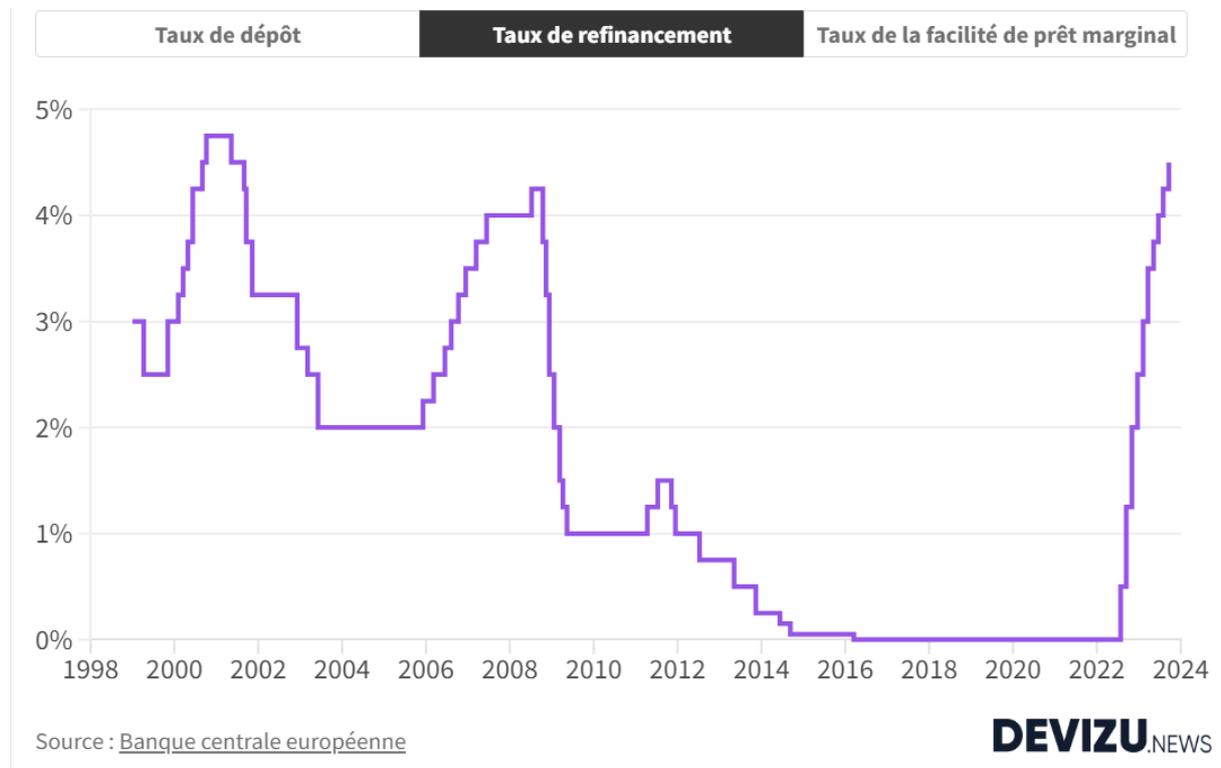
D'autres ont ensuite voulu calmer le jeu, à l'instar du président de la Bundesbank Joachim Nagel. Ce dernier a prévenu qu'« il ne serait pas judicieux de commencer à réduire les taux d'intérêt trop tôt ».

D'autres responsables de la politique monétaires se sont même placés en opposition directe à François Villeroy de Galhau. Le banquier central autrichien, Robert Holzmann, a notamment affirmé que le deuxième trimestre 2024 était tout simplement prématuré pour anticiper une baisse des taux. Même son de cloche pour Isabel Schnabel, membre du directoire de la BCE, qui a même demandé de ne pas « fermer la porte à une nouvelle hausse » des taux d'intérêt.

Le président de la Banque centrale belge, Pierre Wunsch, a de son côté affirmé qu'au lieu d'assouplir sa politique, la BCE devrait la resserrer davantage, en mettant fin plus tôt à ses achats d'obligations dans le cadre du programme d'achat d'urgence en cas de pandémie de 1.700 milliards d'euros.

Sur ce sujet, la présidente de la BCE se montre ouverte ce lundi. « Il s'agit d'une question qui sera probablement discutée et examinée au sein du Conseil des gouverneurs dans un avenir assez proche, et nous réexaminerons éventuellement cette proposition », a déclaré Christine Lagarde devant la commission des Affaires économiques et monétaires du Parlement européen.

latribune.fr



Les priorités du Gouvernement avec le budget pour 2024

Publié 29/09/2023 ; www.gouvernement.fr

Lutte contre l'inflation, réduction du déficit public ou encore investissements dans le domaine de l'éducation et de la transition écologique... Découvrez les priorités du Gouvernement avec le projet de loi de finances (PLF) pour 2024.



Au conseil des ministres du mercredi 27 septembre 2023, le ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, **Bruno Le Maire** et le ministre délégué chargé des Comptes publics, **Thomas Cazenave**, ont présenté le **projet de loi de finances (PLF)** pour 2024.

Le projet de loi de finances exprime les décisions du Gouvernement en matière de fiscalité et de dépenses. Il détermine ainsi le **budget pour l'année 2024**.

Le projet de loi de finances est axé sur la **lutte contre l'inflation**, la **réduction du déficit public**, et les **investissements dans le domaine de l'éducation et de la transition écologique**.

Qu'est-ce que le budget de l'État ?

Le budget de la France est élaboré à travers le projet de loi de finances (PLF), présenté par le Gouvernement à l'automne. Ce document unique rassemble les recettes et dépenses de l'État pour l'année suivante, spécifiant le montant, la nature et l'affectation des ressources et des charges selon un équilibre financier déterminé.

Présentation du projet de loi de finances pour 2024

Les priorités du Gouvernement

Un budget vert

Le budget prévoit une augmentation de **10 milliards d'euros par rapport à 2023** pour renforcer les initiatives liées à la **transition écologique**.

Le but est de soutenir divers secteurs, notamment la préservation des ressources naturelles, la rénovation des bâtiments, l'efficacité énergétique, les transports durables et la réduction des émissions industrielles.

Planification écologique : ce qu'il faut retenir

Investissement dans l'éducation

Avec le PLF, l'objectif est de revaloriser les **métiers de l'enseignement** et d'augmenter le **budget de l'Éducation nationale** de **3,9 milliards d'euros** (hausse de 6,5 % par rapport à l'année 2023).

L'Éducation nationale et la **Jeunesse** sont le **premier budget de l'État** avec ce choix budgétaire.

Éducation nationale : projet de loi de finances 2024

Réduction de la fiscalité

Le Gouvernement souhaite poursuivre sa politique de réduction de la fiscalité avec la suppression de la **contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)**, à hauteur d'**1 milliard d'euros dès 2024**.

Le choix de cette suppression est basé sur le fait de permettre d'accroître la **compétitivité des entreprises françaises**, notamment dans le **secteur industriel** et de participer à l'atteinte de **l'objectif de plein emploi**.

Faire rimer croissance, réindustrialisation et décarbonation

Lutte contre l'inflation

Pour agir contre l'inflation, le Gouvernement propose de mettre en place **l'indexation du barème de l'impôt sur le revenu sur l'inflation**.

Cette indexation a pour but de **préserver le pouvoir d'achat des Français**, pour un coût estimé à **6,1 milliards d'euros**.

Lutte contre la fraude fiscale

Pour agir contre les fraudes, qu'elles soient fiscales ou sociales, le projet de loi de finances a pour ambition de :

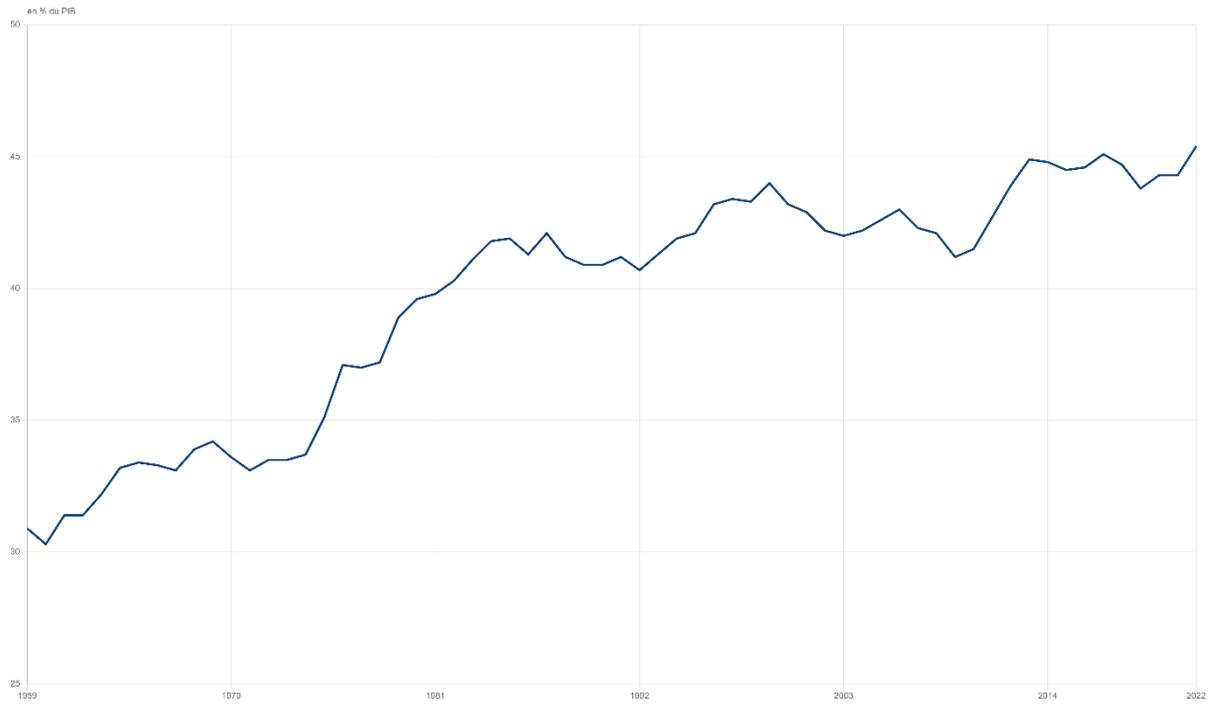
- **renforcer des moyens** dont dispose l'administration fiscale en matière de **détection et d'action contre la fraude fiscale**,
- **renforcer la capacité de contrôle** des pratiques des entreprises multinationales en matière de **prix de transfert** et **améliorer la réponse fiscale et pénale** aux fraudes fiscales les plus graves,
- **transposer l'impôt minimum sur les multinationales**, qui seront désormais tenues de **payer au moins 15 % d'impôt** dans tous les pays où elles sont établies,
- créer un **délit spécifique d'incitation** à la fraude fiscale,
- mettre en place des dispositions permettant de **sécuriser le cadre d'exercice des missions** exercées par **les agents du contrôle fiscal**.

Mieux protéger les agents de la Fonction publique

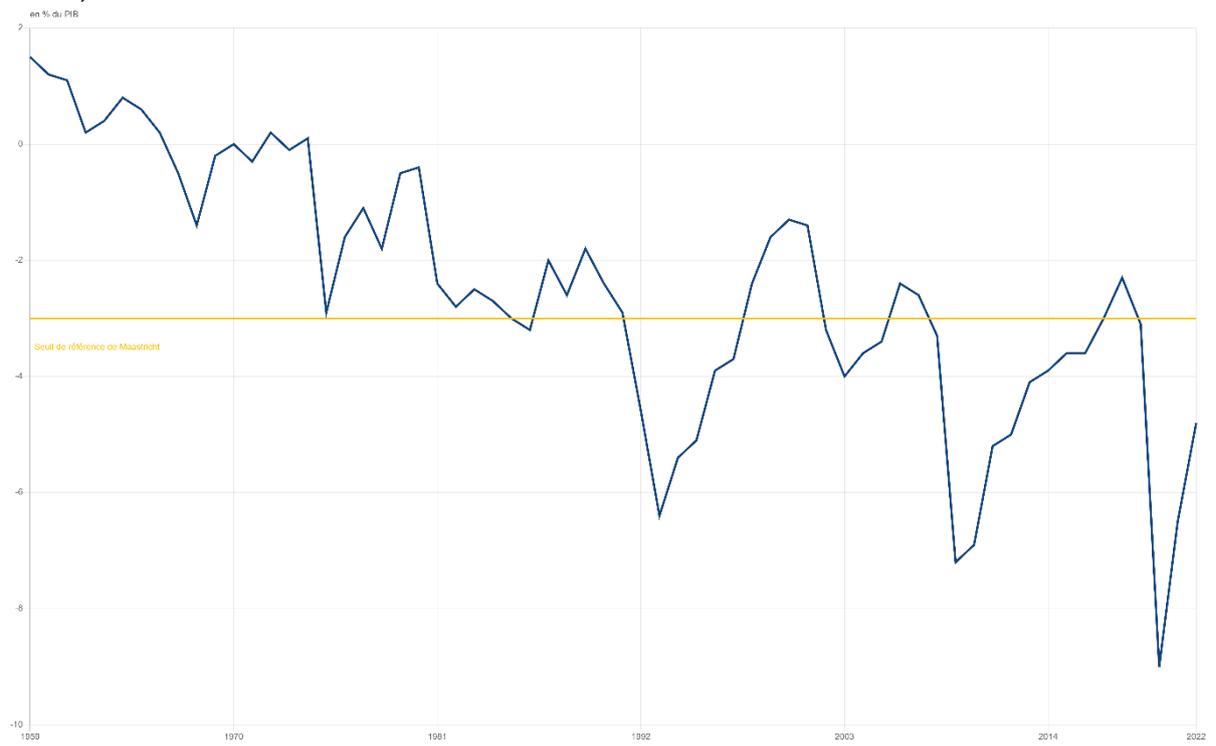
Processus d'examen et d'adoption du PLF

Avant d'être présenté en Conseil des ministres, le projet de loi de finances (PLF) est soumis : au Conseil d'État et au Haut Conseil des finances publiques (HCFP).

Une fois adopté en Conseil des ministres, le projet est discuté au Parlement à compter d'octobre et voté au plus tard le 31 décembre.

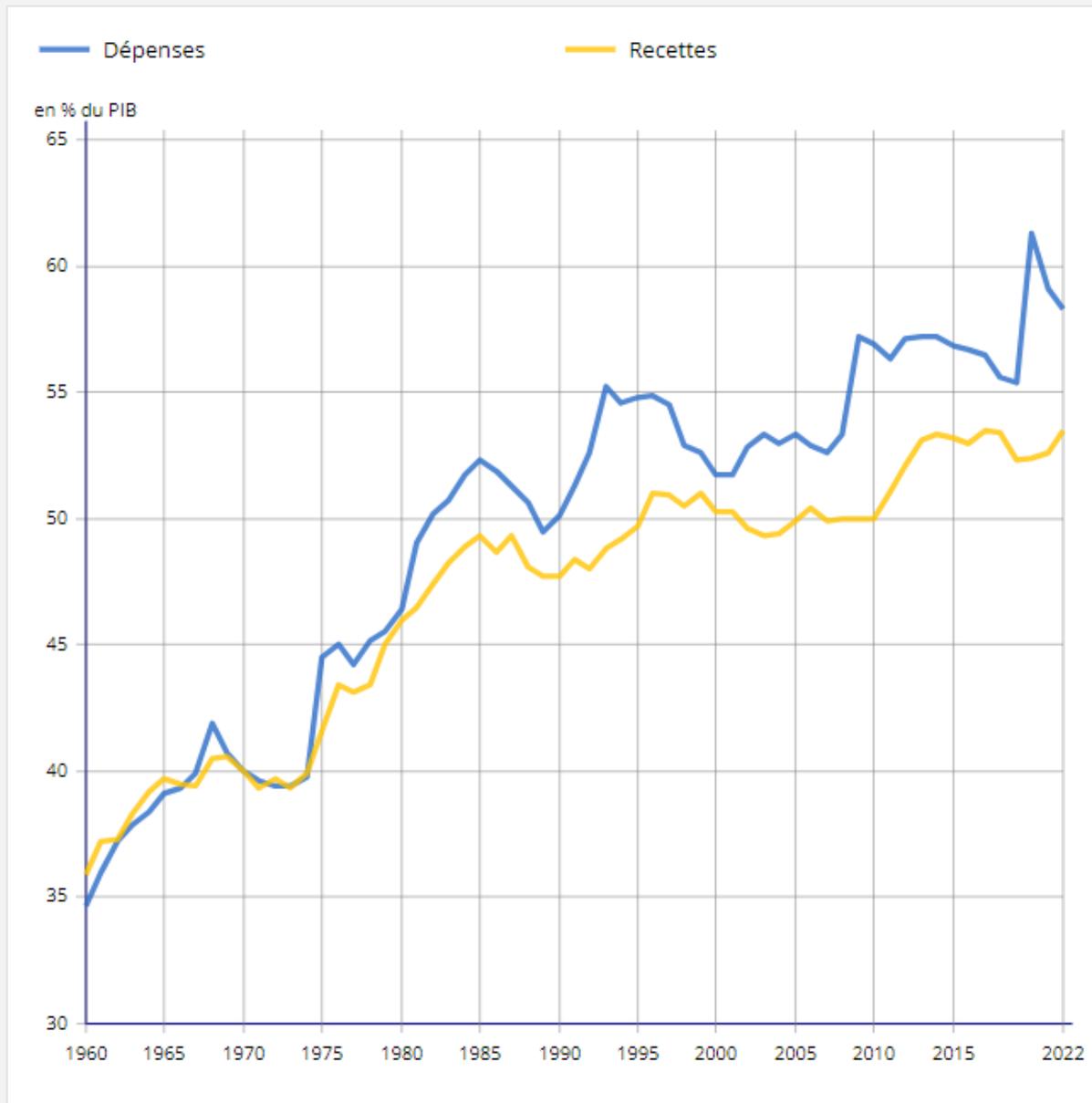


Insee ; taux de PO



Insee ; solde des finances publiques

Dépenses et recettes publiques



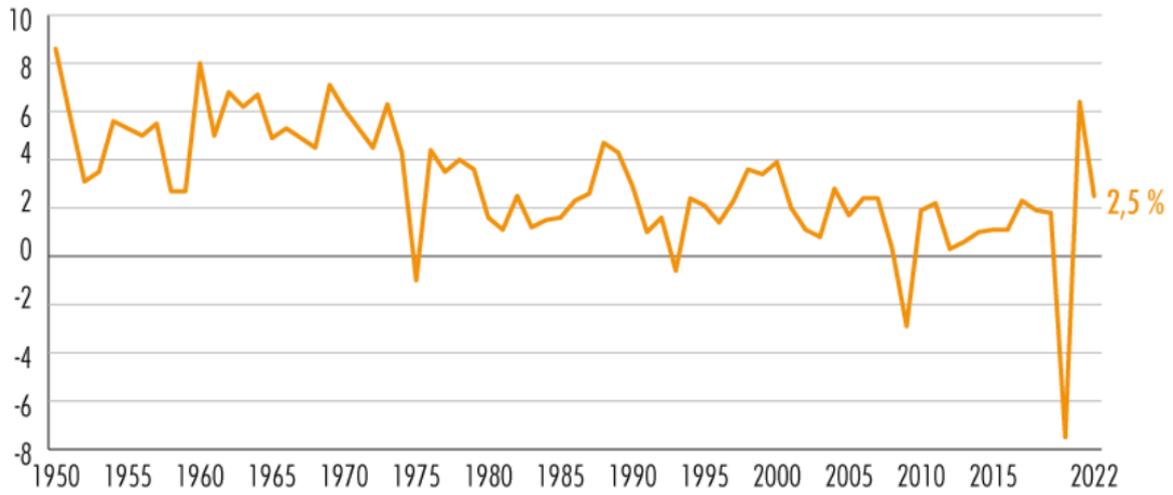
Lecture : en 2022, les dépenses publiques représentent 58,3 % du produit intérieur brut (PIB).

Champ : France.

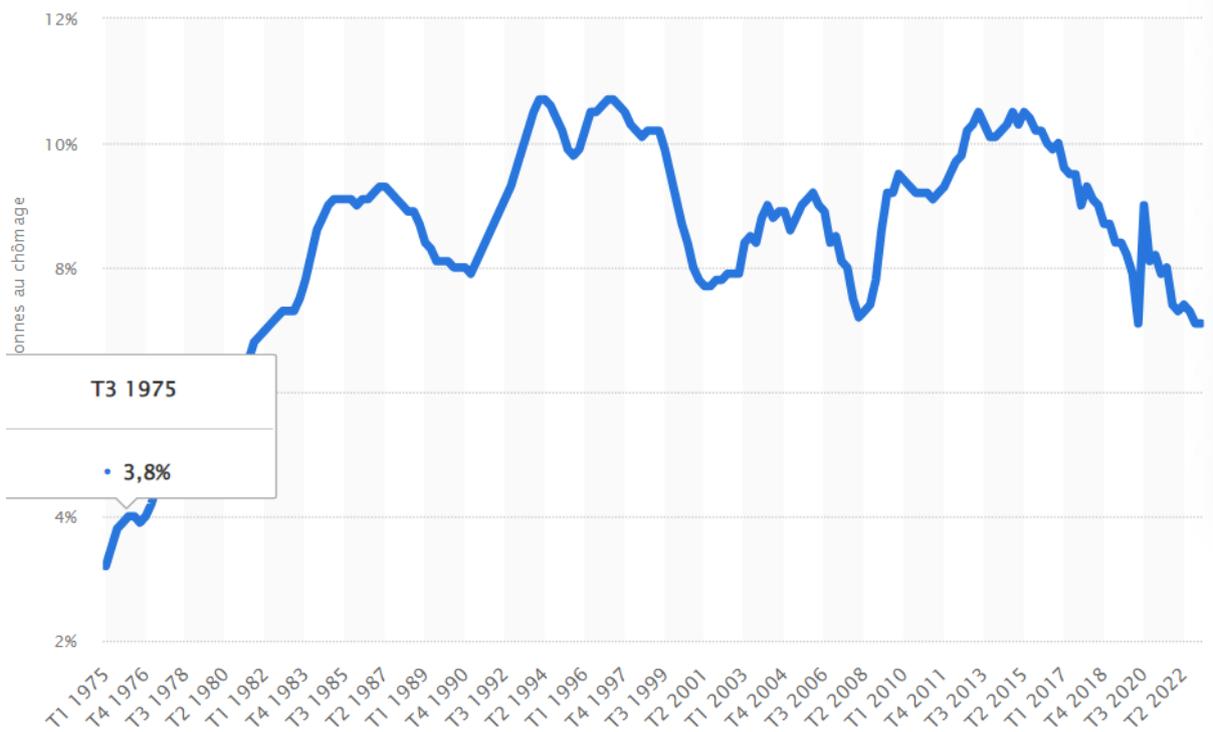
Insee

TAUX DE CROISSANCE ANNUEL DU PIB EN VOLUME

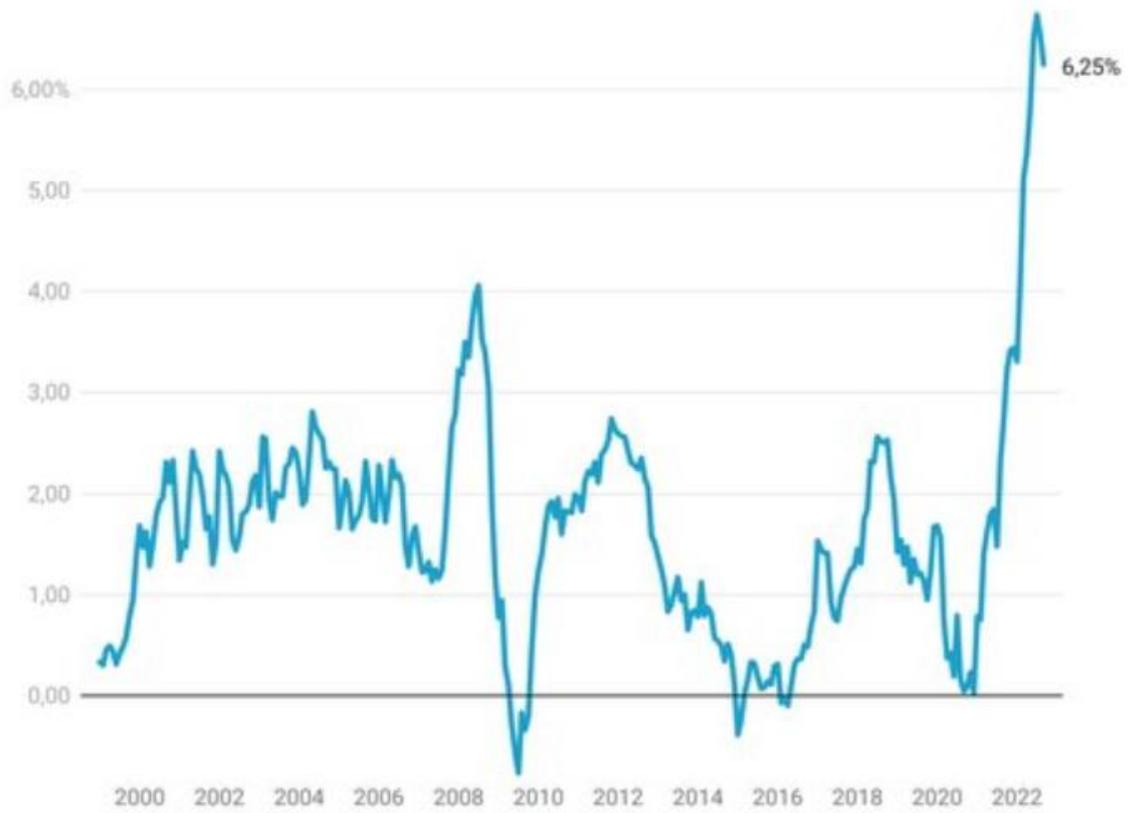
EN %



Source : lafinancepourtous.com d'après Insee



Le taux d'inflation en France



Source: Auteurs • Créé avec Datawrapper